

Rémi Lefebvre

Faut-il désespérer de la gauche ?

PETITE
ENCYCLOPÉDIE
CRITIQUE

textuel

COLLECTION « PETITE ENCYCLOPÉDIE CRITIQUE »

Dirigée par Manuel Cervera-Marzal et Sébastien Chauvin

Rémi Lefebvre est professeur de science politique à l'université de Lille et chercheur au CERAPS.

Rémi Lefebvre

Faut-il désespérer de la gauche ?

Graphisme de la couverture : Agnès Dahan
Correction : Christophe Parant

© Les Éditions Textuel, 2022
4 impasse de Conti
75006 Paris
www.editionstextuel.com
ISBN : 978-2-84597-891-1
Version numérique 2022
SBN : 978284598973

textuel
PETITE
ENCYCLOPÉDIE
CRITIQUE

Sommaire

Introduction

La gauche est-elle en voie d'effacement ?	7
--	----------

Chapitre 1

La société française s'est-elle droitisée ?	15
Quelle droitisation ?	17
L'attachement aux marqueurs de gauche	23
Le rôle de l'offre politique	31

Chapitre 2

Y a-t-il encore une alternative politique à gauche ?	37
Impuissances économiques de la gauche	40
L'obsession identitaire	48
Obsolescence et disqualification de la social-démocratie	56
L'écologie est-elle une politique ?	63
La page du populisme de gauche est-elle tournée ?	72

Chapitre 3

Pourquoi la gauche est-elle si désunie ?	79
Le PS n'a pas été remplacé	83
Les écologistes et le sens de l'histoire	87
Les rendez-vous manqués de La France insoumise	90
Sauver les appareils: le repli corporatiste sur les intérêts de parti	95
L'impossible rassemblement	99

Chapitre 4

Quelle majorité sociale et électorale peut construire la gauche ?	105
La reconquête des catégories populaires	109
La gauche est-elle devenue la famille politique des diplômés ?	118
La question des « minorités »	123
Penser de nouvelles alliances de classe	128

Chapitre 5

La gauche peut-elle faire l'économie de la forme partisane ?	133
Ce que sont devenus les partis de gauche	137
L'impasse du « gazeux »	141
Quelle forme partisane ?	146

Conclusion	153
-------------------	------------

Introduction

La gauche est-elle en voie d'effacement ?

La cause paraît entendue : la gauche a perdu la bataille culturelle et son heure est passée. Une spectaculaire droitisation du débat politique à laquelle elle n'a pas su opposer de résistance l'a engloutie. Elle est sans cesse renvoyée à son histoire glorieuse mais dépassée. Le discours de gauche ne semble plus tenir qu'à une posture indignée et incantatoire prônant la solidarité ou « la justice sociale », brocardée comme « bien-pensante » (la « gôche »).

Il existe pourtant des *prises* pour la gauche. Les inégalités atteignent des niveaux extravagants et ce diagnostic est largement présent dans le discours public. Les 500 premières fortunes de France ont bondi de 210 milliards à plus de 730 milliards d'euros entre 2010 et 2020¹. En novembre 2020, huit millions de français ont besoin de l'aide alimentaire pour vivre. Mais la gauche ne matrice plus le débat autour

¹ *Challenges*, le 7 juillet 2021.

de ses propositions. Sa défaite idéologique et sémantique est patente. Elle subit « l'extension du domaine de la droite² » et un agenda dominé par les thèmes de l'ordre, de l'immigration et de la sécurité. Les mots et références de gauche sont détournés (république, peuple, égalité, laïcité, émancipation³, révolution⁴...). Un des éléments centraux de la lutte politique à l'ère médiatique est le contrôle de l'ordre du jour. La gauche se révèle incapable de peser sur lui. La parole de gauche se fait rare sur les plateaux de chaînes à info continue monopolisés par des éditorialistes réactionnaires de plus en plus décomplexés. La haine de l'égalité y fait impunément florès. Les féministes sont jugées trop radicales, les antiracistes sont accusés d'exacerber le racisme, les égéries écolos à l'image de Greta Thunberg sont taxées d'hystérie. Le système politique français s'est droitisé si, par « droite », on entend la pensée qui tend à accorder « un privilège à l'existant, et tend à s'incliner devant la force des choses, la puissance du fait acquis⁵ ». Avec l'affaiblissement de la gauche, s'est installé un face-à-face entre Emmanuel Macron et l'extrême droite (ou la droite devenue extrême) qui sature l'espace politique. Le président de la République sortant s'accommode depuis 2017 de cette droitisation (qu'il alimente) car elle lui assure un duel avec l'extrême droite au second tour et la certitude (douteuse) de sa réélection.

2 Luc Boltanski et Arnaud Esquerre, *Vers l'extrême. Extension des domaines de la droite*, Paris, Éditions Dehors, 2014, p. 58.

3 Ce mot est de plus en plus au cœur du discours de La République en marche. Sur ce point, Federico Tarragoni, *Émancipation*, Paris, Anamosa, 2021.

4 C'est le titre de l'ouvrage d'Emmanuel Macron en 2016.

5 Emmanuel Terray, *Penser à droite*, Paris, Galilée, 2012.

La capacité du clivage gauche-droite à donner du sens et à construire des identités collectives s'est ainsi considérablement affaiblie, entraînant un brouillage du jeu politique. De nouveaux clivages l'écrasent ou l'asphyxient (« progressistes » *vs* « conservateurs », société « ouverte » *vs* « fermée », « anywhere » *vs* « somewhere »⁶...). Jamais aussi peu de Français ne se sont autodéfinis comme de gauche. Une enquête de l'IFOP, publiée en juillet 2020⁷, révèle que seuls 13 % des personnes interrogées se situent politiquement à gauche (- 3 points sur un an, - 2 points par rapport à novembre 2017, - 10 points sur mars 2017). Face au rétrécissement électoral de la gauche, certains de ses leaders, jugeant cette identité trop minorisante, la délaissent (Jean-Luc Mélenchon, Yannick Jadot). Au clivage gauche-droite ils entendent substituer d'autres oppositions, celle, populiste, entre le peuple et les élites, ou celle entre productivisme et écologie. L'heure de la social-démocratie semble révolue sans que l'écologie soit vraiment parvenue à se substituer à elle comme un récit politiquement mobilisateur.

Les bases sociales de la gauche s'affaissent. Le vote ouvrier s'est désaligné de la gauche. Les catégories populaires ne s'identifient plus à elle. Le camp du « progrès » social n'*émet* plus vraiment et semble se rétracter : il peine à incarner l'alternative et se replie sociologiquement dans un entre-soi de diplômés urbains ou de militants vieillissants. Des manifestations (avant la crise sanitaire) où ils

6 Bénédicte Chesnelong, « Les deux clans de David Goodhart », *Esprit*, mars 2020.

7 Enquête IFOP, 23 juillet 2020.

se retrouvent, dans des rituels essoufflés, sourd un sentiment d'impuissance et de fatalisme de plus en plus tenace. Le mot « gauche » a comme le parfum âcre et tenace de la déception, de la défaite et de la lassitude, nourries par ses inextricables et mortifères divisions et l'absence de perspectives.

Depuis des années, la gauche partisane donne en effet en France le spectacle de la désunion. Elle est fragmentée, inaudible, perdue dans des débats de personnes ou de frontières (qui est digne d'être « de gauche » ? chacun est sommé de se justifier). Depuis le désastre de 2017, la gauche ne s'est pas relevée et s'est atomisée. Tous les segments de la gauche sont concernés. Ni La France insoumise ni les écologistes ne sont parvenus à s'imposer comme une force politique centrale. La gauche modérée tout comme la gauche radicale se portent mal. Largement dominante en 2017 à gauche, La France insoumise n'a pas transformé l'essai de l'élection présidentielle de 2017 et se présente cinq ans plus tard comme une force politique parmi d'autres. Alors que le potentiel électoral de la gauche est historiquement bas, les prétendants à l'élection présidentielle se sont multipliés ces derniers mois dans une certaine cacophonie. Les candidats déclarés mettent en avant la nécessité du pluralisme et les vertus de la « biodiversité » politique (il faudrait « enrichir l'offre » de premier tour pour mobiliser, « les voix ne s'additionnent pas »). Mais, malgré le déni du trop-plein de candidatures, personne n'est dupe : la gauche s'apprête à se fracasser sur le premier tour de l'élection présidentielle. À force d'être divisée, la gauche est inaudible et risque de démobiliser dans

ses rangs encore fidèles. Alors que la catastrophe écologique est imminente et que la menace de l'extrême droite n'a jamais été aussi forte, la responsabilité de la gauche est historique. Dans un paysage politique fragmenté et « archipelisé », la nécessité de l'union à gauche était impérieuse au-delà de divergences qu'il ne faut pas, bien-sûr, sous-estimer. Au final, la gauche est faible car elle est divisée mais elle est aussi fragmentée car elle n'est pas en dynamique (quand la perspective d'une victoire devient improbable les agendas organisationnels priment sur l'agenda présidentiel). Un scénario à l'italienne semble ainsi se dessiner : celui d'une décomposition et d'un effacement de la gauche du paysage politique. Aussi l'affaiblissement général de la gauche en Europe invite à une réflexion qui dépasse le cadre français⁸.

Il faut rappeler que l'histoire de la gauche a toujours été jalonnée de crises profondes. Les cycles de ses désillusions et de ses défaites ont alimenté une forme de mélancolie qui appartient à la « structure de ses sentiments » et à sa culture⁹. Mais l'heure désormais semble plus grave. Une forme de désolation la gagne. Faut-il désespérer de la gauche ? Tout n'est pas perdu. Nous proposons ici une analyse de la situation de la gauche autour d'une thèse : l'affaiblissement de la gauche tient davantage à une logique d'offre que de demande. Si la droitisation de l'agenda politique est évidente, celle de « l'opinion » ou de la société est

8 Les sociaux-démocrates ne dirigent que six pays de l'Union européenne (en novembre 2021). La gauche résiste en Espagne, au Portugal, en Finlande, en Suède, au Danemark, à Malte et en Allemagne (le plus souvent dans le cadre de coalitions).

9 Enzo Traverso, *Mélancolie de gauche*, Paris, La Découverte, 2016.

plus discutable. Le clivage gauche-droite garde de la vigueur et ne semble attendre que sa régénération. Si le signifiant « gauche » est disqualifié et démonétisé (le quinquennat de François Hollande y a largement concouru), le signifié (les valeurs de justice sociale et d'égalité) suscite toujours l'attachement au-delà du fait de s'autodéfinir comme « de gauche ». Une enquête du CEVIPOF (septembre 2021) révèle une forte poussée de la préoccupation environnementale chez les Français (deuxième priorité) qui peut être un point d'appui pour la gauche.

La société française est traversée et travaillée depuis 2017 par des dynamiques et des mobilisations progressistes et émancipatrices. Les marches pour le climat mobilisent une partie de la jeunesse. Par-delà ses ambiguïtés idéologiques, le mouvement des gilets jaunes a été porté par une aspiration à la justice sociale et à la *démocratisation de la démocratie*. Il laissera des traces profondes. Ce mouvement dont la popularité a été très forte dans l'opinion jusque fin décembre 2018 constitue une énigme pour la gauche. Alors que la mobilisation démontre l'attachement à la justice sociale, les forces de gauche n'en ont pas profité (y compris La France insoumise), comme si cette préoccupation était désormais décorrelée de cette famille politique. Sur d'autres registres, une sensibilité nouvelle à diverses formes de domination se développe. Poussée du féminisme avec #MeToo, politisation d'une partie de la jeunesse à travers les luttes contre les discriminations ou les violences policières, mouvement LGBT... renouvellent les thèmes et formes de l'action collective et s'attirent les foudres de la droite (c'est bon signe). Ainsi la

conflictualité sociale, si elle est sporadique et éclatée, n'a pas disparu et s'est diversifiée. Cette effervescence de causes invite à l'optimisme. La gauche est dans la rue plus que dans les urnes et se retrouve dans des « pratiques politiques autonomes¹⁰ », loin de la politique électorale instituée. Disparates, ces luttes n'ont pas trouvé d'unification ni de débouché dans les urnes mais elles sont des ressources potentielles pour la gauche. La gauche non partisane (associative, intellectuelle, écologiste, féministe...) bouillonne d'initiatives, de projets et de réflexions¹¹. Reste à savoir pourquoi une offre politique de progrès ne parvient pas à incarner et appuyer les dynamiques progressistes qui existent dans la société. Alors que les inégalités sociales explosent, pourquoi la gauche ne parvient-elle plus à s'imposer sur le terrain électoral comme la famille politique de la justice sociale et de l'émancipation?

Mais de quoi parle-t-on quand il s'agit de gauche? Elle renvoie à plusieurs ordres de réalité dont on propose ici une analyse et un état des lieux. Elle est tout à la fois un état de « l'opinion », un discours politique et un positionnement idéologique, une offre partisane, une sociologie et un modèle organisationnel. Parler de *la* gauche n'est pas bien sûr sans poser problème. La notion est enjeu de luttes constantes. Plurielle, elle se redéfinit sans cesse. Du reste, l'analyse socio-historique¹² montre que la gauche est un

10 Alberte Ogien, *Politique de l'activisme. Essai sur les mouvements citoyens*, Paris, PUF, 2021.

11 Greenpeace, la CGT et Attac ont construit ces dernières années des convergences politiques qui devraient interpeller les partis.

12 Christophe Le Digol, « La permanence du clivage droite/gauche », *Pouvoirs*, n° 179, 2021.

contenant plus qu'un contenu fixe. Mais, au-delà de cette variabilité historique, l'égalité constitue son étoile polaire¹³. Nous tenterons de répondre aux questions et enjeux qui se posent à elle :

- La société s'est-elle droitisée?
- La gauche est-elle encore porteuse d'une alternative?
- Pourquoi est-elle si désunie et morcelée?
- Sur quelle majorité sociale peut-elle s'appuyer pour l'emporter et changer la société?
- Pourquoi les organisations de gauche sont-elles devenues si faibles et comment réinvestir et rénover la forme partisane?

L'impasse dans laquelle la gauche se trouve est culturelle, idéologique, partisane, sociologique et organisationnelle. La gauche ne se relèvera qu'en conjuguant écologie et justice sociale, qu'en définissant mieux le « peuple » qu'elle est censée représenter, qu'en surmontant la question du leadership et en réinventant la forme partisane. On s'appuiera ici sur des travaux de sciences sociales et politiques, malheureusement trop peu lus et connus par les dirigeants politiques, en formulant le vœu (sans doute pieux) qu'ils puissent être utiles à sa reconstruction et à son réarmement.

13 Norberto Bobbio, *Droite et Gauche*, Paris, Seuil, 1996.

Chapitre 1

La société française s'est-elle droitisée ?

La gauche serait défaite parce que la société s'est droitisée. Cette thèse de la droitisation est un lieu commun politico-journalistique depuis une vingtaine d'années, défendue par des journalistes, des sondeurs, des politologues¹⁴ mais aussi par des responsables politiques (souvent du parti socialiste). La notion de droitisation est confuse (de quelle droitisation s'agit-il? quels sont ses indicateurs: l'opinion, le vote, les identités politiques, l'évolution des valeurs...?). Elle séduit d'autant plus à gauche qu'elle permet de justifier des formes de renoncement ou de recentrage. Ce topos mérite pourtant examen. Il est fondé le plus souvent sur une analyse de l'opinion dont les évolutions sont fragiles par excellence. Mais les « tendances » de l'opinion, par-delà leur caractère instable, sont aussi le reflet des transformations de la société et des groupes sociaux. À y regarder de près, la société française est travaillée par des mouvements d'opinion contradictoires qui empêchent de conclure à une droitisation univoque. Le rejet de

14 Dominique Reynié ou Pascal Perrineau dont les accointances avec la droite sont avérées.

l'immigration, la demande d'autorité, de sécurité et l'aspiration à « l'ordre » progressent mais les préoccupations de justice sociale restent fortes. Le clivage gauche-droite garde de la vigueur. Pour en faire la démonstration, on s'intéressera ici à la gauche et à la droite *d'en bas*, celles des électeurs.

Quelle droitisation ?

Divers indicateurs sont communément mobilisés à l'appui de la thèse de la droitisation. Les Français se déclarent de moins en moins de gauche. Le panel Ipsos-Sopra Steria, publié dans le quotidien *Le Monde* depuis 2015, tend à établir cette pente droitière : en septembre 2021, 44,9 % des personnes interrogées se situent sur les cases de l'axe gauche droite 6 à 10 (les plus à droite) contre 42,6 % en novembre 2015, soit une progression de 2,3 points¹⁵. Une demande d'autorité de plus en plus forte s'exprime dans l'opinion et notamment dans les catégories populaires dont le sentiment d'abandon serait lié au déficit d'un discours sur ce sujet à gauche. Les enquêtes d'opinion font apparaître des attentes fortes en matière de lutte contre la délinquance, de maîtrise de l'immigration ou de réduction de l'influence de l'islam. Le rejet de l'immigration semble progresser. Selon une enquête Ipsos de septembre 2021, 64 % des Français pensent qu'il y a trop d'immigrés en France. Pas moins de 85 % des sympathisants du parti Les Républicains et 95 % des lepénistes partagent cette opinion mais aussi 50 % des électeurs socialistes, 45 % des partisans de LFI ou 42 % des sympathisants écologistes. Autre item mis en avant dans les enquêtes, la critique de « l'assistantat » fait l'objet d'une large adhésion¹⁶.

15 Enquête annuelle « Fractures françaises », réalisée pour *Le Monde* par Ipsos-Sopra Steria, septembre 2021.

16 Ce n'est pas un phénomène nouveau La figure du « mauvais pauvre » est, comme l'a montré l'historienne Axelle Brodiez, une idée fortement enracinée historiquement. Axelle Brodiez-Dolino, *Combattre la pauvreté. Vulnérabilités sociales et sanitaires de 1880 à nos jours*, Paris, Éditions du CNRS, 2015.